

Art. 8. L'Agence de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat peut contrôler la véracité de la baisse du chiffre d'affaires déclarée par l'entreprise sur la base des données administratives et de la comptabilité de l'entreprise, et ce tant avant que jusqu'à cinq ans après le paiement de la subvention. Ces informations peuvent également être recueillies auprès de sources de données fédérales ou flamandes.

En application de l'article 40 du décret du 16 mars 2012 la subvention est recouvrée dans les six ans après la date d'introduction de la demande d'aide en cas de non-respect des conditions imposées par le décret du 16 mars 2012, le présent arrêté ou les arrêtés d'exécution.

Les entreprises doivent rembourser à l'Agence de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat les subventions perçues indûment.

Art. 9. Le ministre flamand compétent pour l'économie peut arrêter des précisions supplémentaires.

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mars 2020 accordant de l'aide aux entreprises qui doivent obligatoirement être fermées à la suite des mesures relatives au coronavirus prises par le Conseil national de sécurité à partir du 12 mars 2020*

Art. 10. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mars 2020 accordant de l'aide aux entreprises qui doivent obligatoirement être fermées à la suite des mesures relatives au coronavirus prises par le Conseil national de sécurité à partir du 12 mars 2020, est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« La prime de fermeture supplémentaire est accordée jusqu'au 30 septembre 2020. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 10, qui entre en vigueur le 29 septembre 2020.

Le ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions peut abroger le présent arrêté.

Bruxelles, le 23 octobre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/10447]

21 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'une Cellule wallonne COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 87, § 3;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, tel que modifié;

Vu le décret du 19 novembre 2015 portant assentiment du protocole d'accord entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire francophone en matière de gratuité des détachements dans les Cabinets ministériels;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des Services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2020;

Vu le rapport du 20 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que lors du début de l'épidémie, dans les premiers mois de l'année 2020, les différents acteurs amenés à gérer la crise ont dû faire face à une situation totalement inédite, à des enjeux multiples et à une charge de travail colossale;

Considérant qu'au cours du mois d'octobre 2020, l'épidémie de COVID-19 a pris une ampleur considérable et qu'une aggravation de la crise sanitaire est prévue au cours des semaines à venir;

Considérant que les défis relatifs à la gestion de la crise sanitaire lors des prochains mois seront à nouveau extrêmement conséquents;

Considérant qu'il est fondamental d'apporter des réponses rapides, efficaces et structurées afin de répondre aux questions complexes, qui requièrent des interventions immédiates dans des compétences transversales et dans les compétences de santé;

Considérant qu'il est nécessaire et urgent que le Gouvernement puisse, dès à présent, renforcer et coordonner la réponse régionale à la crise sur ses aspects politiques et stratégiques en matière socio-sanitaires via la mise en place d'une cellule wallonne chargée de coordonner la politique de lutte en matière de crise sanitaire;

Considérant que les impératifs de la crise sanitaire COVID-19 ont montré la nécessité de mettre en place une cellule spécifique et entièrement dédiée à la situation pandémique, afin de mener une politique efficace et cohérente avec les ensembles des acteurs, en ce compris ceux issus d'autres entités;

Considérant qu'il importe que cette cellule soit composée, notamment, de profils de compétences maîtrisant la gestion de crise sanitaire;

Considérant qu'il importe également de mettre en œuvre d'urgence cette structure en vue de respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes de lutte contre la pandémie;

Considérant qu'il est nécessaire, pour ce faire, que le Ministre-Président et la Ministre de la Santé puissent utilement être conseillés;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire au recrutement de personnel;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une Cellule wallonne COVID-19 de crise sanitaire auprès du Gouvernement wallon, ci-après dénommée "la Cellule".

Elle est placée directement sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président. Elle fait rapport au Ministre-Président, à la Ministre de la Santé ou à l'ensemble du Gouvernement wallon.

Le Gouvernement wallon décide de la date de la fin de la mission par arrêté.

Art. 2. La Cellule est chargée des missions stratégiques et politiques suivantes :

- 1° proposer au Ministre-Président, à la Ministre de la Santé et au Gouvernement des orientations stratégiques et mesures additionnelles et d'anticipation dans la gestion de la crise de la COVID-19;
- 2° formuler, en collaboration et en concertation avec les services compétents, des propositions en vue de simplifier et optimiser la gouvernance, les structures et les processus de gestion de crise sanitaire;
- 3° proposer toute adaptation pertinente du mode de fonctionnement des structures sous l'autorité du Gouvernement wallon.

Le Ministre-Président, la Ministre de la Santé ou le Gouvernement wallon peut charger la Cellule de missions supplémentaires.

Art. 3. La Cellule est une instance politique. Elle n'est pas une administration tout en étant un service public. Son personnel ne peut acquérir en cours d'exercice un statut de fonctionnaire nommé à titre définitif et n'est également pas soumis à la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail. Il est soumis à une position administrative sui generis.

Art. 4. § 1^{er}. Le personnel de la Cellule comprend :

- des agents de niveau 1, de niveau universitaire ou assimilé;
- des collaborateurs;
- des experts.

§ 2. Parmi les agents de niveau 1, la Cellule comprend : un coordinateur, un gestionnaire de crise, un responsable communication, treize conseillers stratégiques.

§ 3. Parmi les collaborateurs la Cellule comprend : trois secrétaires et un logisticien.

§ 4. La Cellule est dirigée par le coordinateur.

Art. 5. La Cellule est soumise à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SepAC, conformément à son article 56.

Art. 6. Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 21 octobre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/10447]

21. OKTOBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einrichtung eines wallonischen COVID-19-Büros

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 87 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 2015 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die kostenlose Abordnung von Bediensteten in die ministeriellen Kabinette;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC), in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 19. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Oktober 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 20. Oktober 2020;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass zu Beginn der Epidemie, in den ersten Monaten des Jahres 2020, die verschiedenen an der Bewältigung der Krise beteiligten Akteure mit einer völlig neuen Situation, vielfältigen Herausforderungen und einer gewaltigen Arbeitsbelastung konfrontiert waren;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Epidemie im Oktober 2020 ein beträchtliches Ausmaß angenommen hat und dass in den kommenden Wochen mit einer Verschärfung der Gesundheitskrise gerechnet wird;

In der Erwägung, dass die Herausforderungen im Zusammenhang mit der Bewältigung der Gesundheitskrise in den kommenden Monaten erneut äußerst bedeutsam sein werden;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, schnelle, wirksame und strukturierte Antworten zu geben, um komplexe Fragen anzugehen, die ein sofortiges Eingreifen in ressortübergreifende Zuständigkeiten und Gesundheitsbefugnisse erfordern;

In der Erwägung, dass es notwendig und dringend ist, dass die Regierung bereits jetzt in der Lage sein sollte, die regionale Reaktion auf die Krise hinsichtlich ihrer politischen und strategischen Aspekte im sozialen und gesundheitlichen Bereich zu verstärken und zu koordinieren, indem sie ein wallonisches Büro zur Koordinierung der Politik zur Bekämpfung der Gesundheitskrise einrichtet;

In der Erwägung, dass die Erfordernisse der COVID-19-Gesundheitskrise gezeigt haben, dass es notwendig ist, ein spezifisches Büro einzurichten, das sich ausschließlich mit der Pandemiesituation befasst, um eine wirksame und kohärente Politik mit allen Akteuren, auch denen aus anderen Körperschaften, zu betreiben;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, dass dieses Büro insbesondere aus Qualifikationsprofilen mit Fachkenntnissen im Bereich des gesundheitlichen Krisenmanagements besteht;

In der Erwägung, dass es ebenfalls von Bedeutung ist, diese Struktur sofort einzurichten, um die durch die Wallonische Regierung in Sachen Pandemiebekämpfung verfolgten Zielsetzungen einzuhalten;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck erforderlich ist, dass der Ministerpräsident und die Gesundheitsministerin zweckdienlich beraten werden können;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, dass die Einstellung von Personal auf einer verordnungsrechtlichen Grundlage erfolgt;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit begründet ist;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und der Ministerin für Gesundheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es wird bei der Wallonischen Regierung ein wallonisches COVID-19-Büro, nachstehend "Büro" genannt, zur Bewältigung der Gesundheitskrise eingerichtet.

Es untersteht unmittelbar der funktionellen Amtsgewalt des Ministerpräsidenten. Er erstattet dem Ministerpräsidenten, der Ministerin für Gesundheit oder der gesamten Wallonischen Regierung Bericht.

Die Wallonische Regierung wird den Zeitpunkt, an dem die Aufgabe des Büros beendet ist, durch einen Erlass festsetzen.

Art. 2 - Das Büro ist mit den folgenden strategischen und politischen Aufgaben beauftragt:

- 1° dem Ministerpräsidenten, der Ministerin für Gesundheit und der Regierung strategische Orientierungen und zusätzliche und vorausschauende Maßnahmen bei der Bewältigung der COVID-19-Krise vorschlagen;
- 2° in Zusammenarbeit und in Absprache mit den zuständigen Dienststellen Vorschläge zur Vereinfachung und Optimierung der Leitung, der Strukturen und der Prozesse des gesundheitlichen Krisenmanagements formulieren;
- 3° jede zweckdienliche Anpassung der Funktionsweise der Strukturen unter der Aufsicht der Wallonischen Regierung vorschlagen.

Der Ministerpräsident, die Ministerin für Gesundheit oder die Wallonische Regierung können das Büro mit zusätzlichen Aufgaben beauftragen.

Art. 3 - Das Büro ist eine politische Instanz. Obwohl es ein öffentlicher Dienst ist, handelt es sich nicht um eine Verwaltung. Sein Personal kann im Laufe der Ausübung seiner Tätigkeiten nicht den Status eines endgültig ernannten Beamten erlangen, und unterliegt ebenfalls nicht dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über den Arbeitsvertrag. Es unterliegt einem administrativen Stand *sui generis*.

Art. 4 - § 1. Das Personal des Büros setzt sich wie folgt zusammen:

- Bediensteten der Stufe 1, mit einer universitären oder gleichwertigen Ausbildung;
- Mitarbeiter;
- Sachverständige.

§ 2. Unter den Bediensteten der Stufe 1 umfasst das Büro: einen Koordinator, einen Krisenmanager, einen Kommunikationsverantwortlichen, dreizehn strategische Berater.

§ 3. Unter den Mitarbeitern umfasst das Büro: drei Sekretären und einen Logistiker.

§ 4. Das Büro wird von dem Koordinator geleitet.

Art. 5 - Das Büro unterliegt den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das SePAC, gemäß dessen Artikel 56.

Art. 6 - Der Ministerpräsident und die Ministerin für Gesundheit werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 21. Oktober 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/10447]

21 OKTOBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting van een Waalse cel COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 87, § 3;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 19 november 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC", zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2020;

Gelet op het rapport van 20 oktober 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verschillende actoren die de crisis moesten beheren, bij aanvang van de epidemie, in de eerste maanden van 2020, geconfronteerd werden met een totaal onuitgegeven situatie, veelvuldige uitdagingen en een kolossale werklast;

Overwegende dat de COVID-19 epidemie in de loop van de maand oktober 2020 een aanzienlijke omvang heeft genomen en dat het te verwachten valt dat de gezondheids crisis in de komende weken verergerd;

Overwegende dat de volgende maanden alweer uiterst ernstige uitdagingen te wachten staan;

Overwegende dat het fundamenteel is om snel, doeltreffend en gestructureerd in te spelen op complexe vragen waarvoor een onmiddellijk handelen in overkoepelende en gezondheidsgerelateerde bevoegdheden vereist is;

Overwegende dat het noodzakelijk en dringend is om de Regering vanaf nu in staat te stellen het gewestelijk antwoord op deze crisis te versterken en te coördineren in haar beleidsgeoriënteerde aspecten op maatschappelijk en gezondheidsvlak, via de oprichting van een Waalse cel voor de coördinatie van het gezondheids crisisbeleid;

Overwegende dat de dwingende factoren die uit de gezondheids crisis COVID-19 voortvloeien op de noodzaak hebben gewezen om een specifieke cel op te richten die volledig gefocust is op de pandemie zodat een consistent en doeltreffend beleid kan worden gevoerd met de gezamenlijke actoren, ook uit de andere deelgebieden;

Overwegende dat deze cel noodzakelijkerwijs samengesteld wordt uit, met name, competentieprofielen voor de beheersing van een sanitaire crisis;

Overwegende dat deze structuur eveneens dringend in werking dient te worden gesteld om de doelstellingen van de Waalse Regering inzake bestrijding van de pandemie na te komen;

Overwegende dat, daarvoor, de Minister-President en de Minister van Gezondheid op nuttige wijze met raad omringd dienen te worden;

Overwegende dat er een regelgevende grondslag gegeven dient te worden voor de terbeschikkingstelling van personeel

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt binnen de Waalse regering een Waalse cel COVID-19 voor de gezondheids crisis opgericht, hierna "de cel" genoemd.

Ze staat rechtstreeks onder het functionele gezag van de Minister-President. Ze brengt verslag uit aan de Minister-President, de Minister van Gezondheid of de Waalse Regering in haar geheel.

De Waalse Regering beslist bij besluit over de einddatum van de opdracht.

Art. 2. De cel is belast met de volgende strategische en politieke opdrachten:

- 1° de Minister-President, de Minister van Gezondheid en de Regering strategische oriëntaties en aanvullende en anticiperende maatregelen in het kader van het beheer van de COVID-19 crisis voorstellen;
- 2° in samenwerking en overleg met de bevoegde diensten voorstellen formuleren om het bestuur, de structuren en de processen van het beheer van de gezondheids crises te vereenvoudigen en te optimaliseren;
- 3° elke relevante aanpassing van de werking van de structuren voorstellen onder het gezag van de Waalse Regering.

De Minister-President, de Minister van Volksgezondheid of de Waalse Regering kunnen de cel bijkomende opdrachten toevertrouwen.

Art. 3. De cel is een politiek instantie. Ze is geen administratie, maar wel een openbare dienst. Haar personeel mag in de loop van de ambtstermijn niet het statuut van in vast verband benoemde ambtenaar verwerven en is ook niet onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het is onderworpen aan een administratieve stand sui generis.

Art. 4. § 1. Het personeel van de cel omvat:

- personeelsleden van niveau 1, van universitair niveau of daarmee gelijkgesteld;
- medewerkers;
- deskundigen.

§ 2. Onder het personeel van niveau 1 omvat de cel: een coördinator, een crisismanager, een communicatiemedewerker, dertien strategische adviseurs.

§ 3. Onder de medewerkers van de cel bevinden zich: drie secretarissen en een logistiek medewerker.

§ 4. De cel wordt geleid door de coördinator.

Art. 5. De cel is onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC", overeenkomstig artikel 56 van het besluit.

Art. 6. De Minister-President en de Minister van Gezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 21 oktober 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE